

01 07 17

**Comité Défense des Ingénieurs et Scientifiques de France**  
**Veille sur l'actualité : note de juin 2017**

Dans le domaine de la défense, l'actualité de ces derniers mois a été marquée par la poursuite de combats contre l'organisation Daech, accompagnée de massacres et d'attentats, au Moyen Orient, ainsi que par une série d'attentats largement médiatisés en France et au Royaume-Uni. A retenir en particulier la frappe de missiles américains Tomahawk sur la base de Shayrat, motivée par l'usage d'armes chimiques par le régime syrien, qui a suscité des commentaires relativement modérés à l'Organisation des Nations Unies. Plus loin de nous, différents facteurs de tension ont été signalés en Asie, notamment la construction de bases sur des îlots par la Chine et de nouveaux tirs de missiles effectués par la Corée du Nord.

Les opérations militaires en Syrie et en Irak confirment l'importance soulignée par le comité dans sa note de janvier de disposer d'armements adaptés à la lutte contre un ennemi décidé à utiliser la population civile comme un bouclier humain. Par ailleurs, les observations rassemblées suscitent deux remarques d'ensemble.

D'une part de nouvelles actions violentes ou des constatations inquiétantes, souvent interconnectées, sont sans cesse portées à l'attention du public, puis oubliées au bout de quelques jours par les médias pour faire place à d'autres actualités. Il en ressort la perception d'une menace mouvante et complexe qui justifie un effort de défense continu, à un niveau qui ne soit pas trop souvent remis en cause, associant une vision à long terme et la mise en place de systèmes aussi flexibles et polyvalents que possible.

D'autre part, le phénomène évolutif et probablement durable du terrorisme, à la charnière entre les questions de défense et de sécurité, impose au monde des armées et de l'armement d'adapter sa posture, pour apporter la contribution appropriée au renseignement et à la protection du territoire national, en coordination étroite avec les autres services concernés.

Pour illustrer ces généralités, le tableau qui suit rassemble quelques éléments plus concrets qui ont retenu l'attention, parmi beaucoup d'autres.

<b>QUELQUES ELEMENTS SIGNIFICATIFS</b>		
<b>Thèmes</b>	<b>Actualités/Sources</b>	<b>Commentaires du comité</b>
Se rapprocher du Japon en matière de défense pour valoriser la présence de la France dans la zone Pacifique ?	Les ministres français et japonais de la défense et des affaires étrangères, réunis pour la 3ème conférence dans ce format, ont notamment exprimé la volonté de lancer une coopération autour des drones sous-marins destinés à la lutte anti-mines, de renforcer leur collaboration en faveur du développement des capacités des pays asiatiques et africains en matière de sécurité maritime et de lutte contre le terrorisme, et d'initier une coopération dans le domaine de la surveillance spatiale, (source : ambassade du Japon à Paris)	La politique menée par le premier ministre japonais Shinzo Abe visant à lever les restrictions que s'était imposées le pays depuis la seconde guerre mondiale est maintenant visible. La France pourrait s'appuyer sur ses capacités technologiques et sur sa présence dans la zone Pacifique pour établir des relations étroites avec le Japon dans le domaine de la défense et de la sécurité.
Des mouvements aux postes clefs d'Airbus group qui intéressent notre défense	Le mois de février voit la démission de Marwan Lahoud de son poste de directeur de la stratégie et de l'international, mais aussi le départ à la retraite de Jean-Pierre Talamoni, directeur commercial militaire (sources : presse économique nationale, février 2017)	Les noms des remplaçants de ces deux « poids lourds » historiques du groupe Airbus devront être suivis attentivement, car l'influence française dans le groupe est un enjeu important pour la défense.
Quel niveau de financement de pour la défense ?	Le président de la République, alors candidat, a fixé à 2025 l'horizon des 2% du PIB consacré à la défense (objectif de l'Otan). A Balard, on considère comme vital de donner une impulsion significative au budget dès 2018 (sources : presse nationale, mai 2017).	L'usure des moyens de la défense semble aujourd'hui largement reconnue. De plus la part élevée d'investissements à long terme nécessite une stabilité budgétaire. La conclusion logique serait de donner rapidement une impulsion et de s'interdire de la remettre en cause dans les prochaines années, alors que trop souvent dans le passé le budget de la défense a été utilisé comme variable d'ajustement.

<p>La contribution de la défense à la protection contre le terrorisme sur le sol national.</p>	<p>L'opération Sentinelle a été déclenchée après les attentats survenus à Paris en janvier 2015 afin d'appuyer le travail des policiers et des gendarmes dans un contexte de menace terroriste. L'opération a évolué au fil des mois et a notamment été réorganisée en septembre 2016. Sollicités, au départ, pour rester en faction devant des bâtiments et lieux sensibles, les soldats ont par la suite effectué davantage de rondes et patrouilles. Selon le ministère de la Défense, Sentinelle « dissuade et protège ». Le 18 mars, un militaire de l'opération Sentinelle a été attaqué par un homme qui a tenté de lui dérober son arme et a ensuite été abattu (sources : presse nationale, mars 2017).</p>	<p>Il faut certainement s'interroger sur l'utilisation la plus efficace des Forces. Mais deux points sont à souligner : l'opportunité d'obliger l'ennemi à élever son niveau de signature ; l'importance de rassurer le public face à ceux dont l'objectif est de terroriser.</p>
<p>Quelle action de la France en Libye ?</p>	<p>Officiellement, cette action comporte trois axes : participation à l'opération européenne contre les passeurs et les trafics d'armes, renseignement sur les djihadistes présents dans le pays, efforts diplomatiques pour redresser les institutions. Plus officieusement, d'autres interventions sont évoquées. Source (mai 2017) : <a href="http://www.opex360.com/2017/05/19/la-france-envisage-de-renforcer-son-action-en-libye/">http://www.opex360.com/2017/05/19/la-france-envisage-de-renforcer-son-action-en-libye/</a></p>	<p>La situation en Libye illustre la difficulté de concilier les principes humanitaires, de non ingérence et de défense contre le terrorisme international.</p>